

écrit une lettre dans ce sens à M. Crémieux, ministre de la justice, qui lui a répondu que sa naturalisation aurait pour effet de lui faire tous perdre les titres nobiliaires, tous les privilèges, tous les avantages qu'il tient, soit de sa qualité d'Anglais, soit des droits que lui confèrent les lois ou les coutumes anglaises. Lord Brougham a répliqué qu'en se faisant naturaliser Français il n'a jamais pu douter qu'il devait perdre tous ses droits de pair anglais en France, et qu'il ne garderait ses privilèges qu'en Angleterre. M. le ministre de la justice a répondu à son tour que la France ne souffrait pas de partage; qu'elle n'admettait pas qu'un citoyen français fût en même temps citoyen d'un autre pays; que pour devenir Français il fallait cesser d'être Anglais; qu'on ne pouvait être Anglais en Angleterre et Français en France; qu'en conséquence il lui était impossible d'accueillir la demande de naturalisation de lord Brougham.

"Ne pouvant cumuler les nationalités, lord Brougham a décidé d'abandonner son titre de citoyen français; il restera tout simplement lord Henry Brougham, baron Brougham and vaux de Brougham, pair du Royaume-Uni."



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 16 MAI 1848.

UNE LETTRE DE M. PAPINEAU.

Nous publions plus bas un document, qui sans doute, étonnera nos lecteurs autant qu'il nous a étonné nous-même. Ils ne pourront non plus en lisant se défendre d'un profond sentiment de regret. M. Papineau, cette fois, ne met plus de frein à sa fureur désorganisateur et jalouse, à sa haine farouche à sa rage cruelle contre l'ordre de choses actuel. C'est inconcevable. Se peut-il qu'un homme de son âge, de son expérience, de sa capacité s'avouent à tel point que de croire qu'aucune partie du peuple du Bas-Canada puisse approuver un pareil dévergondage d'idées et d'opinions politiques? Se peut-il qu'oubliant sa dignité, ses services passés, le respect qu'il doit avoir pour le nom canadien et nous pouvons bien ajouter pour sa propre réputation, il ait écrit, avec sa raison, cette diatribe faribonde, échevelée monstrueusement absurde et ridicule? Sans sa signature, nous ne l'aurions jamais cru. Mais c'est l'œuvre d'un cerveau malade de surexcitation, exalté jusqu'au délire, frémissant à son plus haut point, que la passion emporte et qui ne se commande plus. N'est-ce pas la plus déplorable fatalité qui pousse cet ancien défenseur de nos droits dans une voie, où il doit inévitablement se perdre dans l'opinion du pays entier. M. Papineau par sa conduite actuelle se condamne à une complète impuissance dans la politique canadienne; il abdique tout pouvoir et toute autorité; hélas! il fait plus, il devient le plus dangereux ami de ses compatriotes.

Point n'est besoin de discuter un tel écrit. Nous l'aurions publié sans mot dire, s'il n'avait pour tendancé et pour but de jeter au milieu d'une société paisible et tranquille, la discorde, les haines, les divisions, les tempêtes. A cause de cela, il faut le signaler à la réprobation générale. C'est donc ainsi que M. Papineau, voulant donner un *fair trial* au gouvernement responsable! c'est en le vouant à l'anathème et à l'exécration publique qu'il prétend aider ses amis du parti libéral à consolider la victoire, à profiter de la paix qui l'a suivie, pour cicatriser les blessures de la patrie et réparer les maux du passé!

Nous le demandons maintenant: avions-nous tort après le fameux manifeste publié par M. Papineau en décembre dernier, de dire aux électeurs du comté de St. Maurice de ne pas forcer ce monsieur à rentrer dans la vie publique? En le faisant ils lui ont rendu un fort mauvais service. Avions-nous tort à la fin de la dernière session, d'élever courageusement la voix et de dire que M. Papineau témoignait de l'acharnement contre l'administration actuelle et que sa marche politique était hostile aux vrais intérêts de ses compatriotes? Avions-nous tort de nous en plaindre et de la signaler? c'est au public à juger après avoir lu ce dernier manifeste.

Rien ne serait plus compromettant pour un honnête homme, que d'être souvent et hautement louangé par des fripons. Rien ne tendrait à ruiner plus vite la réputation d'intégrité, politique; de dévouement à la cause de la justice, de la liberté et des droits du peuple, que de mériter un mot de louange, que d'avoir un second compliment du *Transcript*, ou de toute autre section de la Presse Tory du Bas-Canada, telle qu'elle a été toute entière, depuis la première page du *Mercury*, jusqu'à la dernière élucubration du *Courier*. C'est pour déjouer une tactique aussi perfide, c'est pour repousser un éloge aussi offensant, que celui que fait de moi la feuille calomniatrice, le *Transcript*, en publiant que j'ai dit à une députation de concitoyens Irlandais, qu'attendu que l'objet de leur réunion, ne regardait que des pays étrangers, et non le Canada, je n'y voulais prendre aucune part, que je rends compte de l'entrevue que j'ai eue avec eux.

L'on m'invitait à devenir le président d'une assemblée publique, pour y demander le

rappel de l'acte oppresseur de l'Union de l'Irlande, et pour donner expression à nos vives sympathies, pour l'héroïsme avec lequel le peuple Français a détruit une monarchie corrompue; et brûlé et fait un feu de joie d'un trône dont les cendres, projetées sur le monde par une brise propice, par le vent d'Onest de l'Amérique, par le vent de la liberté, ont commencé l'incendie de tant d'autres trônes; et pour la modération sublime avec laquelle il pardonne à ses tyrans abattus. Ces vérités, je les avais appelées saintes. Je m'en étais fait l'apôtre; je les avais prêchées. J'étais lié envers le public, comme par ma conscience à faire de constants efforts pour les faire prévaloir, et j'aurais pu faire une réponse aussi ignoble, que celle que m'impute le *Transcript*? C'est pour cela que je suis louangé! — Louange astucieuse; atroce mensonge, qui prouve l'imbecilité de celui qui a cru un pareil rapport, ou la corruption de cœur, la perfidie, et l'esprit d'intrigue de celui, ou de ceux qui l'ont inventé et accrédité.

Si j'étais capable d'un égoïsme aussi abject, d'un servilisme aussi orlé, je serais digne de tomber dans ce que je regarde comme le plus bas degré de l'échelle sociale: digne de devenir, non pas nécessaire et pour gagner mon pain, ce à quoi un homme honnête mais infortuné peut être réduit à devenir, dis-je, garçon-typographe-volontaire (ce que, la politesse de la langue Anglaise appellerait diable-par-choix, *a volunteer devil*) dans l'imprimerie du *Transcript*.

Son conte est d'infamie origine, puisque le *Transcript* assure que Beelzebuth seul sait d'où venait la députation. C'est la dévotion de l'Éditeur pour un tel patron, qui sans doute l'a engagé, à s'en faire le serviteur et l'écho, puisqu'il publie, comme vrai, le mensonge auquel il donne une telle origine. Il le croit vrai parce qu'il vient de là, d'où lui viennent la plupart de ses découvertes et de ses dénégations d'assemblées nocturnes, aussi réelles et criminelles que l'étaient celles du sabbat des sorciers. Les derniers qui ont été judiciairement brûlés en Europe, ont été en Angleterre.

La version véridique de ce qu'était et de ce que désirait cette députation, est qu'elle était animée de sentiments trop humains et trop généreux, pour pouvoir être soupçonnée de venir de la part de Downing Street, ni de ceux qui aiment Downing Street. Elle ne venait donc pas de Beelzebuth. Bien convaincu de cela, j'ai pu en sûreté de conscience l'écouter. Ses sentiments de haine contre toutes les tyrannies aristocratiques, et d'amour pour toutes les libertés populaires, établissaient de suite, des rapports de sympathie entre elle et moi. La conversation fut donc franche et libre, telle qu'elle pourrait être entre des affiliés de *Conciliation Hall*.

Quand près de deux siècles avant la naissance du christianisme, sur le théâtre de Rome payenne, l'un des plus élégants de ses poètes, exhalait cette suave sentence. "Je suis homme, rien de ce qui peut aider au bonheur de l'homme, ne m'est étranger;" l'applaudissement unanime de cent mille spectateurs accueillit cette évangélique révélation. Il ne se trouva pas un seul homme dans une assemblée aussi nombreuse, à laquelle assistaient des envoyés de toutes les colonies Romaines, des ambassadeurs de toutes les parties du globe où avait pénétré la civilisation grecque et latine, mère de la nôtre, qui ne fut sensible à l'élan du cœur, à ce cri de la nature. Comment se fait-il donc, que la presse tory canadienne toute entière, croie que le devoir et la loyauté pour le gouvernement britannique, exigent qu'elle n'exprime que mépris et animosité, pour cette Irlande, dont l'oppression a fait un Golgotha trop étroit pour cacher dans ses entrailles les cadavres que lui donne la famine; en sorte qu'ils restent exposés à sa surface, pour trouver leur sépulture dans les entrailles des chiens et des oiseaux de proie. La pitié pour l'Irlande! Ce serait une insulte pour le gouvernement britannique, si vigilant à punir ceux qui seraient durs et cruels pour les Irlandais, objets des prédications des lords Russel et Brougham, Palmerston et Stanley, et *hoc omne genus*; témoin la rigueur du châtiement qu'ils viennent d'infirmer à Blake. Dans la nuit du trente-et-un décembre dernier, ce mauvais riche, ce grand propriétaire, envoya détruire les pauvres demeures d'un grand nombre de familles Irlandaises, et les fait périr par la rigueur du froid. L'on a été demander à l'un des plus dignes des vice-rois qu'ait eu cette vallée des pleurs et des tortures, s'il y avait quelque moyen de faire punir cet infame meurtrier. Le vice-roi répond que non, que M. Blake est le maître de ces maisons, et qu'il en peut faire ce qu'il voudra; mais que désirant punir, autant que la législation et la sensibilité Anglaise le peuvent permettre, ce crime de Lèze-humanité au premier chef, il rayera de la liste des juges de paix, ce monstre à visage d'homme, à cœur de tigre, avec les instincts de la Hyène, savourant l'odeur des cadavres en décomposition autour de son repaire!

Comment expliquer le cri sauvage de la haine contre des hommes opprimés à ce degré: comment ne pas partager l'élan naturel de Rome entière, électrisée par la voix pieuse de TERENCE? C'est qu'à cette époque le gouvernement romain était un conquérant civilisateur, et que le gouvernement anglais a été pour l'Irlande, pour les Indes, pour la Nouvelle-France, un conquérant exterminateur. Rome payenne n'avait consenti à donner la paix à Carthage, qu'à la condition qu'elle adou-

cirait son culte sanguinaire et abolirait les sacrifices humains. Le gouvernement mercantier des Indes a longtemps fait assister ses hauts dignitaires chrétiens, aux holocaustes des veuves, brûlées vives avec le corps mort de leur mari; ainsi qu'aux processions de Jagrenaut où, par centaines, des fanatiques sont écrasés chaque année sous les roues du char, qui traîne une idole bien plus avide de sang humain, que ne le fut celle qu'honora l'Africaine férocité.

Il ne peut y avoir de sympathie exprimée dans la presse tory, pour l'agonie de l'Irlande. Ses maîtres ne donnent point d'or pour de pareils paragraphes. Ils donnent des avertissements, de l'or, des places et des honneurs à ceux qui désertent, à ceux qui maudissent l'Irlande et le Canada.

Maudits soient l'Irlande et le Canada; bénis soient les actes de l'Union de l'Irlande et du Canada, disent les hommes et les journaux, qui sont dévorés de la faim et de la soif, d'avoir des avertissements, de l'or, des places et ce qu'ils appellent des honneurs.

La Députation.—"Monsieur, il y a eu à Québec une belle assemblée, dans laquelle l'on a dénoncé la tyrannie de l'Angleterre, donné une larme aux souffrances de l'Irlande, une aspiration pour sa délivrance; et un cri d'allégresse pour la gloire pure et sans tache de la France républicaine. Ici nous sommes deux fois plus nombreux que ne le sont nos compatriotes de Québec; ici, dans la capitale de deux grandes provinces, n'en devons-nous pas avoir une semblable? Nous voulons l'avoir, et nous vous prions de la présider."

M. Papineau.—Vous avez raison, mes amis, d'en vouloir organiser une semblable à celle de Québec. Pour cette fin, ma voix et mon cœur vous sont acquis. Vous n'avez pas raison de vouloir que je la préside. Il y a de la vie et de l'honneur dans Québec. Il y en a eu quand, sous le règne de la terreur, et sous l'inspiration de la liberté, en présence de lord Durham, l'on y a flétri sa tyrannie, exercée contre les exilés de la Bermude; flétri l'exubérance de sa déraison, quand il publiait, que le retour au pays d'accusés absents, serait de la haute trahison pour laquelle ils souffriraient la mort, sans procès; quand le *Fantasia* édifiait ses lecteurs, sur les folies quidiennes des actes de la dictature d'alors (celle du moment, pourrait bien le ressusciter avec toute sa verve); quand on y a protesté et pétitionné contre l'acte d'Union; quand on s'y est organisé l'été dernier, en comité nombreux de la réforme et du progrès; quand enfin, en assemblée récente, on s'y est réuni pour l'exaltation de l'héroïsme-français, l'exécution du despotisme anglais, la commission pour les rôles de l'Irlande agonisante. Qui il y a à Québec de la vie et de l'honneur. A Montréal c'est autre chose. Nous y avons le siège du gouvernement responsable. Nous y avons des hommes d'état, politiques profonds comme l'abîme et muets comme la tombe, qui étouffent toutes les mesures qui naissent dans Québec. Pourquoi le font-ils? Ils ne m'ont pas dit leurs secrets. Je n'ai pas assez de clairvoyance pour les deviner. Il faut donc que vous sachiez, s'il leur plaît que vous ayez l'assemblée que vous projetez.

La Députation.—Nous avons lieu de penser qu'il leur plaît que nous ne l'ayions pas. L'on a demandé à M. Drummond, président de notre association pour le rappel de l'acte d'Union de l'Irlande, et à M. Ryan qui en était le secrétaire, de convoquer cette assemblée, à l'instar de celle qui a eu lieu à Québec: ils s'y sont refusés. Ils ont dit que nos compatriotes Québécois avaient commis une grande étourderie, d'avoir eu cette assemblée, d'avoir eu cette impulsive réunion, sans avoir préalablement consulté aucun des membres du gouvernement d'ici: que c'était susciter de l'embarras à une autorité amie, de qui nous obtiendrions à la fin, tout ce que nous voudrions, si, avec assez de patience, nous savions attendre assez longtemps: que maintenant qu'ils étaient attachés au gouvernement, ils devaient se détacher de notre association: que nous pouvions élire d'autres officiers. C'est pour cela, qu'en même temps que nous souhaitons vous choisir pour président, nous voulons avoir des résolutions publiques votées pour le rappel de l'Union et pour l'exaltation de la vertu et de la bravoure françaises, qui vivifient tous les peuples, et sous peine de déchéance, convertissent tous les rois.

M. Papineau.—Ah! M. Drummond et M. Ryan, hommes libres, étaient des officiers de votre société; et serviteurs du gouvernement, ils doivent la répudier? Mais certes, il y a là dessous quelque chose de fort grave et de très compromettant. Il faut que je connaisse bien votre but et vos règles, avant que je me hasarde à m'affilier. Auraient-ils découvert, depuis qu'ils sont commissionnés, qu'il y a quelque odeur de déloyauté dans ces déplorables règles, que je ne connais pas? Ont-ils été longtemps vos officiers? Ont-ils pris part à vos discussions?

La Députation.—Oh pour cela, oui. Ils ont parlé plus souvent, plus dru, plus gros et plus fort qu'aucun autre des membres de la société.

M. P.—Bon comme cela. Vous me faites plaisir. Il n'y avait rien de criminel dans votre maçonnerie, quand ils parlaient; j'en conclus qu'il n'y a rien de criminel quand ils se taisent.

Ce n'est pas vous qui avez changé, ce sont eux qui sont changés, c'est-à-dire, qui ne le sont pas; mais

..... "Qui sont tenus de le paraître." "Peuple caméléon, peuple singe du maître."

Oh! bien moi, qui n'ai pas d'autre maître que la loi, je pourrai oser parler quand ils ne pourront pas oser le faire. Vrai. C'est réjouissant d'apprendre que l'on peut devenir un de vous sans, pour cela être trop facilement poursuivi par le solliciteur-général, qui a été l'un de vous.

La Députation.—Non seulement il ne doit pas poursuivre ses frères associés, mais nous croyons bien, que c'est cette qualité de président des frères associés, qui l'a fait solliciteur-général. Ce n'est pas à raison de la seule circonstance de son origine irlandaise, que nous l'avons porté à la représentation. Ce fut encore plus à raison de ses protestations énergiques et répétées d'amour passionné pour les libertés populaires; de haine contre une oppression séculaire, régularisée contre notre infortunée patrie, au profit de nobles et de prêtres, ennemis étrangers, justement odieux, depuis les dévastations des Plantagenets, des Tudors et des Stuarts, jusqu'aux trahisons de Castlereagh, jusqu'aux fourberies de lord Russel. Ce fut à raison de ses promesses de faire écho aux dénonciations fulminées par les Grattan et les O'Connell, contre les traîtres, qui ont vendu l'Irlande au Sassenagh, que nous l'avons porté à la représentation, voie d'avancement la plus large et la plus facile de toutes, sous l'heureux système de gouvernement responsable, intégral, économique, désintéressé, grand travailleur pour de minces rémunérations, dont nous avons eu le bonheur de jouir depuis sept années.

M. P.—En est-il ainsi? Alors, soyez sûr que vous aurez mal compris votre président. Il ne peut pas prétendre, que toute la respectabilité qu'il y avait dans votre association, s'en retire, dès qu'il s'est retiré. Ni lui, ni aucun membre de notre cabinet libéral, ne peuvent avoir la présomption de condamner, comme une étourderie, une assemblée comme celle de Québec, présidée par un prêtre respectable, en rapport journalier avec ses supérieurs ecclésiastiques, Sa Grâce l'Archevêque, son coadjuteur et autres de nos prêtres les plus éclairés du pays; encouragé par la présence et la participation de toute la représentation de la ville et du voisinage de Québec, dont l'un des représentants était aussi membre du cabinet. Il a été fait jure depuis, ce qui n'aurait pas pu être, s'il y avait eu quelque chose de déloyal dans ces procédés. S'il avait vu quelque imprudence dans aucune des résolutions débattues et votées, il n'aurait pas manqué d'y proposer quelque judicieux amendement. Je vous conseille donc de revoir votre président, de le prier de continuer à conserver cette charge, et les sentiments qui vous ont engagés à la lui déferer; de l'assurer que je ne voudrais jamais participer à aucun mouvement qui, mal interprété, aurait l'air de ma part, de vouloir lui ravir un honneur qu'il a si bien mérité. Je l'estime. Il est homme de talents distingués, de solide et de brillante éducation. Des hommes de ce calibre, je les honore à quelque école qu'ils appartiennent: mais c'est avec prédilection que je les honore, quand ils appartiennent à l'école libérale canadienne et irlandaise. Allez plusieurs ensemble le revoir. Renouvelez votre demande. Qu'il n'y ait point de surprise. Dites lui, que s'il vous donne des raisons de vous désister qui vous paraissent bonnes, vous les donnerez au public, pour vous excuser de ne pas imiter le bel et bon exemple que nous donne Québec; que si elle vous paraissent mauvaises, vous ne vous désisterez point, et les publierez, pour que vous et lui, soyez jugés en pleine connaissance de cause.

Dites lui que s'il veut bien présider l'assemblée que vous désirez avoir, je l'y seconderais de grand cœur. Si à ma grande surprise, il s'y refusait, cela même ne deviendrait pas une raison suffisante, pour que vous fussiez me faire l'honneur de me choisir pour président, ni de votre association, ni de votre assemblée. Croyez en un ami sincère de la bonne cause dans laquelle vous êtes engagés, qui a quelque expérience des hommes et des affaires, de celles de votre pays en particulier.

La tyrannie a été si exorbitante contre votre déplorable patrie, aussi riante et embellie par les bienfaits de la Providence, qu'elle est assombrie par les méfaits de vos gouvernants, qu'elle a développé chez la généralité d'entre vous, des vertus natives, et des vices qu'a fait naître le dominateur étranger. Vous avez été dans un état de conjuration plus fréquent qu'aucun autre peuple, contre des iniquités plus atroces que n'en a souffert aucune autre nation. De là votre amour plus enthousiaste pour le culte de la patrie; pour votre divinité chérie, Erin la belle, Erin dénuagée par le spoliateur qui l'outrage. Cet amour du pays, c'est la première des vertus pour l'Anglais qui commande; c'est à ses yeux le plus détestable des sentiments que le peuple puisse nourrir, dans ses colonies d'Irlande et du Canada. C'est celui qu'il y a le plus souvent et le plus impitoyablement châtié. Vous donnez avec un élan de générosité sans bornes, votre confiance à quiconque est devoué à votre cause. Vous savez que je suis un de ces hommes; vous voulez m'en témoigner votre reconnaissance d'une manière qui dépasse les bornes de la discrétion, de la fierté nationale, du sentiment d'estime que vous devez nourrir et afficher pour vous mêmes, pour votre nationalité, et pour vos nationaux. Les associations que l'on forme

doivent resserrer les liens de confiance et de dépendance mutuelle entre les associés. Ne faites rien qui puisse relâcher les liens d'entière confiance entre vous tous, dans une association irlandaise, formé dans un intérêt irlandais, le rappel de votre néliste acte d'Union.

Souvent décimés en punition de votre fort amour du pays, vous vous êtes trop souvent formés en sociétés secrètes, dans lesquelles l'or anglais, les espions anglais, vous poussaient à la vengeance: et, à la veille de son explosion, vous trahissiez. Cela vous a rendus soupçonneux. C'est le vice que le dominateur étranger a fait naître, dans des natures disposées par la providence, à être les plus confiantes qu'il y eut sur la terre. L'Irlande a plus de chances de salut en ce moment que jamais, parce qu'elle n'a pas de sociétés secrètes. Sa haine est aussi hautement avouée, que justement formée.

Ne sentez-vous pas que plus tard, l'on ira murmurer aux oreilles des uns et des autres d'entre vous: "eh quoi, vous êtes ici vingt mille Irlandais, et vous avez jugé que pas un d'entre vous ne méritait l'honneur de vous présider; vous avez jugé que c'était un étranger que vous deviez installer au-dessus de vous tous, quand il est question, non pas d'un intérêt social également stringent pour toutes nos populations mélangées, mais d'un intérêt spécialement national pour vous." Non. Vous en devez conserver la direction et la présidence. D'autres y ont de meilleurs titres que moi.

Vous avez sur d'autres hommes plus de contrôle, un meilleur droit à exiger qu'ils répondent à votre appel que vous n'en avez sur moi. C'est la première fois, Messieurs, que nous nous rencontrons. N'y a-t-il pas quelques hommes publics avec qui vous avez des rapports plus fréquents qu'avec moi; qui vous ont recherché quand ils ont eu besoin de vous; à qui vous avez rendu les services qu'ils sollicitaient de votre part; à qui il a été agréable de recevoir vos suffrages; et qui, en retour de vos votes dans leurs élections, vous ont promis de douces paroles, de la déférence et de la civilité; qui vous ont dit que vous aviez droit à leurs conseils, à leurs énergiques encouragements, en toute occasion où vous les demanderiez; droit à leur appui cordial, partout où vous en auriez besoin? Le temps et l'occasion sont venus, où vous devez apprécier à leur juste valeur la sincérité et l'importance de leurs promesses. Allez vous représenter, allez-y avec franchise et avec les mêmes déclarations que je vous ai conseillé de porter à M. Drummond. C'est votre droit de demander, c'est leur devoir de vous donner leur appui, si les objets que vous avez en vue sont, comme il me paraît à moi qu'ils le sont, utiles et honorables à votre patrie. À la mienne, à vous, et à tous ceux qui vous secondent. S'ils vous déçoivent, nous leur en aurons obligation. Habiles opérateurs, ils auront donné la lumière à des malheureux qui tâtonnaient dans d'épaisses ténèbres. Ils peuvent nous décevoir, nous pouvons leur révéler des vérités qu'ils ignorent. Ce n'est qu'en comparant nos doctrines, que nous pouvons déterminer quelle est la juste et vraie doctrine, la nôtre ou la leur.

Je suis jeté dans la vie politique contre mon inclination. Après que j'eus franchement expliqué mon mécontentement, et mon dédain pour l'ordre politique forcé imposé à mon pays dans le but hostile, par les mêmes moyens pervers, qui ont enchaîné le vôtre, par une Union meurtrière et dégradante pour l'Irlande, comme la nôtre nous est hostile et plus dégradante encore pour le Bas-Canada, colonie deux fois assujétie à deux Métropoles celle de l'Angleterre qui nous opprime par antipathie, celle du Haut-Canada, qui nous exploite par cupidité, le comté de St. Maurice n'a choisi pour le représenter que ce comté s'assemble pour délibérer sur les intérêts généraux du pays, sur ses intérêts locaux, ou sur des questions liées à la cause de la justice, exercée par des vainqueurs généraux contre des rois oppresseurs; ou à celles des droits, des libertés, du bonheur de nos co-sujets dans aucune partie de l'empire, ce comté a droit si je garde son mandat, de commander mon assistance et ma participation à ses discussions. A Montréal, je ne suis qu'un citoyen, qui ne prend part aux délibérations que timidement, quand ses représentants délaignent de le faire. L'on y a souvent dit à mes concitoyens, tant de vive voix que par écrit, que j'étais un homme changé; devenu un paragon de dévouement au gouvernement, contre lequel j'avais lutté toute ma vie;—que j'applaudissais à la détermination qu'avaient prise MM. Viger et Papineau, de donner leur appui à l'administration de lord Metcalfe, puisqu'ils restaient au ministère, plus longtemps que ne le souhaitaient ceux qui brûlaient d'envie et du désir de le remplacer; que, sans l'accueil bienveillant que sept mille de ces mêmes concitoyens m'ont fait dans leur récente assemblée, j'aurais pu me croire repoussé par la majorité d'entre eux, avec autant de sollicitude que je l'étais par leur nouveaux directeurs. Avant mon retour, et depuis mon retour, l'on a si haut proclamé à mon pays, qu'il fallait bien se garder d'élire un homme, dont les principes étaient aussi inconnus, flottants et versatile que les miens, à moins qu'on ne lui fit faire sa profession de foi politique; et quand j'ai voulu la formuler, l'on a fait jouer tant d'intrigues pour m'empêcher de la publier, que j'ai dû la regarder comme le soin charitable d'hommes qui me disaient: "ne parlez pas, vous ne seriez pas écouté." Si vous voulez parler dans notre sens, c'est votre droit. Qu'avez-vous professions soient courtes comme le sont les nôtres. Ne parlez pas beaucoup, ne dites rien de mérité ou du démerite de l'Union; de la représentation proportionnée à la population; de l'extension du droit de suffrage à tous; de l'utilité que partie au moins de la représentation soit choisie parmi les électeurs qui